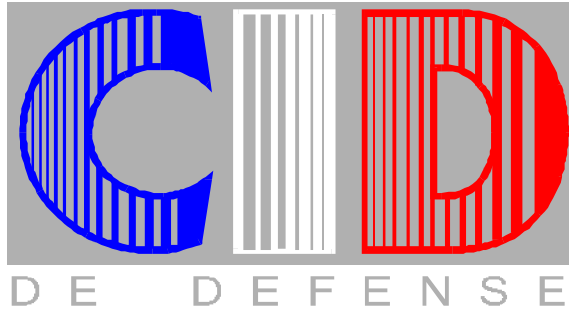


COLLEGE INTERARMEES



LA RUSSIE ET SES ESPACES DE SECURITE

La Russie dans la crise yougoslave depuis les accords de Dayton jusqu'à la chute de Slobodan Milosevic

Mémoire de géopolitique

du Commandant Serge MEAR

dans le cadre de l'étude dirigée "La Russie et ses espaces de sécurité"

Directeur : Professeur Jean-Christophe Romer

Avril 2001

Références bibliographiques :

POUVREAU ANA, Les Russes et la sécurité européenne, L'Harmattan, 1998.

BERELOWITCH Alexis et RADVANYI Jean, Les 100 portes de la Russie, Les Editions de l'atelier; 1999.

LES CAHIERS DE L'ORIENT 3^o trimestre 2000, Les Balkans, 2000.

ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Economica; 1999.

DUBIEN ARNAUD, LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIE, Hiver 1999-2000, Kosovo, 2000.

PROGRAM ON NEW APPROACHES TO RUSSIAN SECURITY N° 62, Russian Views on Kosovo, May 1999.

PROGRAM ON NEW APPROACHES TO RUSSIAN SECURITY N° 61, How Kosovo Empowers the Russian Military, May 1999.

BOYER YVES et FACON ISABELLE - La politique de sécurité de la Russie « Entre continuité et rupture » Fondation pour la Recherche Stratégique Collection ellipses; 2000.

La guerre du Kosovo Collection STRATEGIQUE Fondation pour la Recherche Stratégique; 2000

QUILÈS PAUL et LAMY FRANÇOIS, Kosovo : une guerre d'exception Rapport d'information n° 2022 de l'Assemblée nationale, 2000

LE MONDE DIPLOMATIQUE www.monde-diplomatique.fr

LA RUSSIE DANS LA CRISE YOUGOSLAVE DEPUIS LES ACCORDS DE
DAYTON JUSQU'À LA CHUTE DE SLOBODAN MILOSEVIC

Sommaire

Partie I :

Ancienneté des relations Russie-Serbie

Qu'est-ce que les Balkans, la Yougoslavie, la Serbie, les Serbes ?

Premières relations Russie-Serbie

“Résurrection artificielle” des relations entre la Russie et la Serbie

Le mythe de la fraternité slave orthodoxe

Partie II :

Perte d'influence de la Russie lors de la crise yougoslave

Point de situation après les accords de Dayton

La Russie lors du conflit du Kosovo

Attitude des Russes avant le début des frappes aériennes

Réaction des Russes après le début des frappes

Après le début de retrait des forces serbes

Le coup de force des Russes

Position officielle de la Russie

Conséquences sur la politique Russe

La chute de Slobodan Milosevic

La Russie dans la crise yougoslave depuis les accords de Dayton jusqu'à la chute de Slobodan Milosevic.

INTRODUCTION

« L'idée n'était pas nécessairement mauvaise au départ. Il y avait une certaine logique à vouloir discuter avec Vladimir Poutine des grands dossiers économiques au lieu de se lancer, une fois de plus, dans le sempiternel dialogue stratégique qui conforte le Kremlin dans sa vision passéiste de toujours être une superpuissance. Les quinze après tout, constituent le premier pouvoir économique du continent : c'est par eux seuls que pourra éventuellement passer une reconstruction de la Russie »¹. Ce récent article publié à l'occasion du sommet européen de Stockholm, même s'il traite d'affaires générales européennes, illustre bien l'image que donne la Russie depuis la chute du mur de Berlin.

De 1989 à 1995, la Russie et les pays occidentaux ont traversé une période d'incertitude après la fin de cette logique des blocs aux logiques et influences opposées. Le premier conflit européen d'après guerre froide est intervenu en Yougoslavie. Depuis les accords de Dayton en décembre 1995, qui ont mis une fin provisoire au feu des Balkans, la crise yougoslave a revêtu une importance primordiale pour la Russie. Il s'agit en fait de la plus grave crise entre la Russie et les pays occidentaux depuis la chute du mur de Berlin.

Cependant, la Russie n'a pas tenu le rôle de grande puissance qui était naguère le sien, et auquel tout le monde s'attendait. Auparavant influente dans cette région, la Russie a ressenti comme une nouvelle humiliation le fait que les pays de l'OTAN et plus particulièrement les Etats-Unis la marginalisent lors du règlement de la crise en ex-Yougoslavie et surtout au Kosovo.

Cette crise, inimaginable à l'époque du pacte de Varsovie est aussi pour les Russes, le miroir de l'éclatement de l'Union soviétique. Les entre les événements qui se

¹ Journal Le Monde du 20/03//01, article de Pierre Bocev- "Vladimir poutine-un hôte encombrant"

déroulent en ex-Yougoslavie et ceux qui se sont déroulés à une autre échelle en Russie présentent en effet des similitudes flagrantes.

Après avoir passé en revue les différents liens ancestraux qui liaient la Russie à cette région des Balkans, nous analyserons les raisons de la perte d'influence de la Russie, mise en évidence à l'occasion de la dernière crise yougoslave.

Les conséquences de cette crise ne se sont pas faites attendre, et la Russie a profondément et durablement revu sa politique internationale, ainsi que sa politique intérieure.

1 ANCIENNETE DES RELATIONS RUSSIE-SERBIE

Les liens entre la Russie et les Balkans sont ancestraux, car datant en fait du sixième siècle de notre ère où les premières peuplades slaves ont envahi cette région. Toutefois, afin de bien appréhender les graves crises qui ont de tout temps frappé cette région d'Europe, il n'est pas inutile de revenir sur quelques notions qui caractérisent les peuples, les paysages et l'économie de ces contrées qui de tous temps furent un foyer de troubles.

1.1 Tout d'abord, qu'est ce que les Balkans, la Yougoslavie, la Serbie, les Serbes?

les Balkans

Le mot Balkan vient de la langue turque où il signifie "montagne". Cette appellation est relativement récente car elle date du dix-neuvième siècle. La montagne est en effet presque partout présente dans cette partie de l'Europe qui englobe la bulgarie, la Slovénie, la Croatie, la Grèce, la Turquie d'Europe et l'actuelle République fédérale de Yougoslavie.² Ceci explique la mosaïque que constitue cette région, aussi bien sur le plan humain, qu'économique ou religieux et les différents processus de réunion et de morcellement des communautés qui occupent la région. En fait, toute la vie de cette région a été façonnée aussi bien par la géographie que par l'histoire et les guerres.

² LES CAHIERS DE L'ORIENT 3° trim 2000, Les Balkans,p7

La Serbie, la Yougoslavie

Les définitions mêmes de Serbie ou de Yougoslavie peuvent prêter à confusion, voire à polémique, suivant que l'on prend en compte les facteurs différents que sont les dates, les régions où vivent les Serbes, ou les limites administratives de l'actuelle République fédérale de yougoslavie.

La Fédération socialiste yougoslave avait été proclamée le 29 novembre 1945 par Josip Broz dit Tito. Cette fédération a éclaté en 1991 en donnant lieu à de violents conflits qui se sont provisoirement calmés par les accords de Dayton en décembre 1995. Face à l'autoritarisme des autorités de Belgrade, seule la République du Monténégro a rejoint la Serbie assortie du Kosovo et de la Voïvodine, deux provinces qui ont été privées d'autonomie depuis 1989 pour constituer ce qui reste pour un temps encore la République fédérale de Yougoslavie. Cette actuelle RFY reprend donc les contours qui figurent sur la carte en annexe 1.

La Serbie : un pays enclavé

La Serbie s'ouvre au nord sur la plaine danubienne. Le Danube qui descend de l'Autriche et de la Hongrie se dirige vers la Mer Noire, via la Bulgarie et la Roumanie sépare la Serbie de la Voïvodine qui est située au nord.

Un important axe ferroviaire et routier traverse le pays et permet de relier l'Occident à l'Orient, du moins en période de paix.

La Serbie ne dispose plus en propre d'accès à la mer, si ce n'est par les bouches de Kotor au Monténégro³). En cas de rupture entre les deux composantes de la RFY que constituent la Serbie et le Monténégro, la Serbie se trouverait encore plus isolée dans la péninsule balkanique. C'est ce besoin d'ouverture sur la mer qui a d'ailleurs poussé les Serbes à soutenir la politique d'expansion des Serbes de Krajina (Croatie) et de Bosnie-herzégovine.

Les autorités de Belgrade ont développé un axe routier qui relie Sarajevo au port de Bar au sud de la macédoine en longeant la vallée de la Moraca. Cependant, cet axe

³les bouches de Kotor sont fermées par la presqu'île de Prevlacka, aujourd'hui croate

traverse la région montagneuse du Sandjak, peuplée essentiellement de musulmans. Le troisième port est le port militaire de Ulcinj à l'extrême sud du Monténégro.

La Serbie n'a pris réellement conscience de son enclavement que lors de l'éclatement de la yougoslavie de Tito, où le principal port utilisé était Rijeka en Croatie.

Les Serbes?

Les Serbes sont des Slaves du sud (Jugosloveni vient de jug : le sud). Ils sont arrivés au 6^e et 7^e siècles en provenance de l'actuelle Pologne, chassés eux mêmes par les Avars venus de l'Altaï.⁴ Ils ne se contentèrent pas de piller les contrées traversées jusqu'à la Grèce puis la crête, mais ils créèrent également des "slavinies" qui au fil des siècles devinrent ensuite des royaumes ou des empires.

Après avoir subi de nombreuses dominations, ce n'est qu'au neuvième et au dixième siècles que les Croates et les Serbes constituèrent les premiers états. Malgré de multiples invasions, on peut tout de même différencier quatre peuples slaves dans la région des Balkans : les Bulgares, les Serbes, les Croates et les Slovènes. Quant aux peuples slaves de Grèce et de Macédoine envahis par d'autres conquérants, ils ont perdu leur spécificité slave.

Ce n'est qu'en 1054 que les Serbes se sont différenciés entre catholiques et orthodoxes. Les Serbes furent unis par Étienne Nemanja, qui fonda le premier royaume de Serbie vers 1168. Durant deux siècles, entre 1170 et 1371, la dynastie des Nemanjides a libéré la région du joug byzantin. La Serbie de l'époque regroupait l'actuel Monténégro, le Kosovo, le sud de la Bosnie et le sud-ouest de l'actuelle Serbie. La capitale de cette principauté de confession orthodoxe était Ras, près de Novi Pazar. La Serbie s'étendit progressivement jusqu'à englober, sous le règne d'Étienne Douchan,⁵ la plus grande partie de ce qui est aujourd'hui la Serbie et le Monténégro, l'Albanie et la Grèce. Étienne Douchan régna de 1331 à 1355 et se fit proclamer empereur des Serbes et des Grecs.

En 1389, les Serbes furent battus par les Turcs à la bataille de Kosovo Polje. Des combats sporadiques eurent encore lieu jusqu'en 1459, date à laquelle les Turcs prirent

⁴ Massif montagneux de l'Asie centrale russe, chinoise et mongole.

⁵ Étienne Douchan régna de 1331 à 1355 et se fit proclamer empereur des Serbes et des Grecs.

Smederevo, puis Belgrade. La Serbie passa alors pour quatre siècles sous la domination turque. Contrairement à la Macédoine et à la Bosnie, la Serbie n'a pas connu les conversions forcées. Au service des Autrichiens, les Serbes occupèrent la Krajina, longtemps disputée aux Ottomans.

A la suite de plusieurs invasions ottomanes, de nombreuses contrées comme la Bosnie ou le Kosovo furent converties à l'islam entre le quinzième et le dix-septième siècle.

En 1829, le traité d'Andrinople est signé entre la Russie et l'empire ottoman. Les turcs promettent alors l'autonomie de la Serbie, ce qui sera réalisé l'année suivante.

1.2 Premières relations Russie-Serbie

Au cours de la guerre russo-turque de 1877-1878, la Serbie et la Russie s'allièrent au sein d'un mouvement panslaviste pour chasser définitivement les Turcs dans les Balkans. En 1878, le congrès de Berlin reconnut l'indépendance serbe, mais le pays resta dans les faits soumis à l'empire d'Autriche, qui contrôlait la Bosnie-Herzégovine. La Serbie ne disposait alors que d'un unique port sur l'Adriatique ; le port monténégrin de Bar.

La Russie des Tsars se chargeait de la protection de tous les chrétiens orthodoxes dépendant de l'empire ottoman. Son but était alors de lutter depuis l'intérieur contre l'empire ottoman. Ce discours panslave visait en fait à se ménager un débouché sur la Méditerranée en évitant les détroits sous contrôle des Turcs. Jusqu'au début du vingtième siècle, cette mosaïque de peuples et de traditions différentes a été brouillée par les religions. Ainsi, pour de nombreux nationalistes serbes, les musulmans bosniaques sont des traîtres qui ont par le passé, accepté leur islamisation sans broncher. Il faut également signaler au sein même des communautés catholiques, des luthériens en Slovénie et des calvinistes en Voïvodine. On peut également y ajouter quelques populations juives.

En 1903, après de longues luttes intestines, Pierre 1er Karageorgevitch fut proclamé roi de Serbie. Il trouva appui auprès de la Russie, ce qui entraîna l'aggravation des tensions avec l'Autriche-Hongrie.

En 1908, l'Autriche-Hongrie annexa purement et simplement la Bosnie-

Herzégovine. En 1912 et 1913, la Serbie prit une part active aux guerres balkaniques. Elle reçut une partie du Sandjak et le Kosovo et en 1913, s'empara de la quasi-totalité de la Macédoine au prix d'une guerre avec la Bulgarie.

Le 28 juin 1914, l'héritier du trône d'Autriche, l'archiduc François-Ferdinand, et son épouse furent assassinés par un nationaliste serbe, Gavrilo Princip, à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine. Le gouvernement autrichien tenant la Serbie pour responsable, lui déclara la guerre et l'envahit en août, précipitant la Première Guerre mondiale. En décembre 1915, le pays était occupé par les empires centraux ; l'armée et le gouvernement serbes se réfugièrent sur l'île de Corfou en Grèce.

Après la première guerre mondiale, fut proclamé le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui intégrait toujours le Kosovo.

En 1929, le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes devint le royaume de Yougoslavie. L'opposition entre Serbes et les autres nations se fit sentir à cette époque déjà. L'opposition avec la Croatie se transforma en guerre ouverte pendant la Seconde Guerre mondiale avec la création d'un État croate oustachi soutenu par l'Allemagne nazie et par l'Italie.

Dans l'entre-deux-guerres, l'influence russe se fit par l'intermédiaire du parti communiste dont les principaux responsables furent formés à Moscou. Le 6 avril 1941, l'armée allemande envahit la Yougoslavie qui fut démembrée. Un État serbe et un État croate furent constitués. L'Albanie passa alors sous la domination fasciste de l'Italie qui reprit alors toute la province du Kosovo.

Pendant ce temps, la majorité des Croates soutenait le mouvement de résistance animé par Tito. La victoire des partisans de Tito renforça les liens entre l'URSS et la Serbie. En 1945, la république yougoslave fut proclamée et la Serbie en devint l'une de ses composantes. Cette république comprenait en fait six républiques et deux régions autonomes : le Kosovo et la Voïvodine où les autorités de Belgrade menèrent une politique de répression.

L'entente entre la Russie et la Yougoslavie qui fit suite à l'intervention russe contre l'Allemagne nazie sera interrompue en 1948 par suite des profondes divergences entre Tito et Staline. Les Soviétiques cherchaient en fait à intégrer la Yougoslavie dans l'URSS et réaliser alors le vieux rêve des Tsars, ce qui inquiéta toujours les Yougoslaves.

La normalisation entre les deux pays se réalisera à partir de 1953. Le socialisme particulier à la Yougoslavie sera alors reconnu par les dirigeants soviétiques.

En 1968, Tito condamna l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Du côté du Kosovo, les Albanais manifestèrent violemment et revendiquèrent le statut de nation au lieu de celui de minorité nationale, c'est à dire en fait le statut de septième République de la Fédération yougoslave.

Ce n'est qu'en 1974 que le Kosovo disposa du statut de province autonome à l'intérieur de la République serbe, avec des institutions culturelles et politiques propres : une Assemblée, un gouvernement, une université.

En 1980 meurt le Maréchal Tito. En 1989, après une grève générale et de violents affrontements au Kosovo, Belgrade proclame l'état d'exception et envoie l'armée dans la province. La Constitution serbe est alors réformée et limite le statut d'autonomie dont bénéficiaient le Kosovo et la Voïvodine.

Après l'effondrement du socialisme, les Serbes ont cherché à maintenir la cohésion de la fédération. Leur but était de conserver leur position dominante et de protéger les minorités serbes dans les autres républiques. En août 1991, la guerre civile devint totale et la Serbie, par le biais de l'Armée populaire yougoslave où elle était majoritaire, appuya les Serbes de Croatie et de Bosnie qui cherchaient à créer une «Grande Serbie».

1.3 "Résurrection artificielle" de relations entre la Russie et la Serbie

Depuis le début du conflit yougoslave, les Serbes ont tenté de se forger un passé clair en faisant référence à l'histoire. Le but est bien entendu de galvaniser l'esprit patriotique des Serbes, mais aussi de "ressuciter" des "liens de sang" entre les deux peuples slaves. En fait, l'histoire fort mouvementée de la péninsule balkanique ne permet pas à travers les âges, de fixer les Serbes dans un espace précis. En pratique, ce sont toujours les Serbes qui ont eu besoin des Russes pour assurer à certaines périodes, une certaine indépendance territoriale.

A l'issue du deuxième conflit mondial, Belgrade fut libérée par l'Armée rouge avec l'aide déterminante des partisans de Tito. La Russie espérait prendre sous sa coupe la Yougoslavie comme elle l'avait fait pour les autres pays satellites. Lors des accords de

Moscou en octobre 1944, la zone des Balkans fut l'objet d'un partage. La fédération Yougoslave fut considérée comme zone neutre ou état tampon entre l'est et l'ouest.

Bénéficiant de capitaux soviétiques puis occidentaux à partir de 1949, la fédération avait dû se démarquer du grand frère soviétique. Tito fut le principal promoteur (avec Nehru et Nasser) du mouvement des pays non-alignés dont la première conférence eut lieu à Belgrade en 1961.

Lors de la disparition du Mur de Berlin et la fin du pacte de Varsovie, cette identité de pays non-aligné a perdu de sa consistance.

1.4 Le mythe de la fraternité slave orthodoxe

Depuis la crise de Bosnie, le mythe de la fraternité slave orthodoxe a été utilisé et encouragé par les nationalistes serbes aussi bien que par les nationalistes russes. Si cette idée puise sa source dans l'histoire mouvementée des Balkans, elle ne correspond pas à la réalité vécue par les Russes ou les Serbes. Le journaliste Paul-Marie de la Gorce résume ce mythe de la fraternité russo-serbe en affirmant que "contrairement à ce que l'on croit souvent, il ne résultait pas non plus d'une tradition historique contraignante : pour autant que celle-ci ait existé, elle a toujours porté la Russie à privilégier son soutien à la Bulgarie plus qu'à toute autre nation balkanique"⁶.

Côté russe, l'idée de fraternité panslave, voire d'alliance entre tous les peuples slaves a été maintes fois reprise depuis 1995 par le nationaliste russe Vladimir Jirinovski. En fait, depuis la dislocation de l'empire soviétique, les Russes sont en quête d'une nouvelle identité et cherchent à se raccrocher à des pans de l'histoire⁷. Si être Yougoslave ne correspond plus à une réalité, être Russe devient également une notion très floue : naguère citoyens de l'URSS, les Russes s'interrogent sur la notion même de Russe. Les définitions ne manquent pas en effet : pour être Russe, faut-il parler la langue russe, être né sur le sol de la république de Russie, être orthodoxe?... Les difficultés régnant en Russie font que les Russes se reconnaissent davantage dans un groupe social ou familial plutôt que dans des notions de citoyenneté ou de critères de sang. De plus, le nombre de

⁶ Site du journal Le Monde diplomatique

non-Russes en Russie est très élevé, et inversement, nombreuses sont les républiques de l'ex-Union soviétique où les Russes forment des minorités non négligeables.

En fait, trois thèses s'affrontent en Russie concernant l'appartenance ou non à l'Europe. Si certains théoriciens slavophiles pensent que la Russie fait partie intégrante de l'Europe, d'autres penseurs se déclarent plutôt pour une appartenance au continent asiatique. Les derniers enfin penchent pour une voie médiane, typiquement russe.

Le mythe de la fraternité panslave n'existe pas non plus sur le plan économique. En effet, avant la dissolution de l'URSS et de la Yougoslavie, les échanges (ou plutôt le troc) entre les deux pays étaient importants. Les Yougoslaves échangeaient des produits manufacturés contre des produits pétroliers. En 1997, au beau milieu du conflit yougoslave, les Russes ont menacé de couper l'approvisionnement énergétique de la Serbie si les dettes de celle-ci n'étaient pas rapidement épongées. Or, les Russes représentent soixante-dix pour cent des approvisionnements en produits pétroliers de la RFY.

2 PERTE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE LORS DE LA CRISE YUGOSLAVE

Depuis la chute du mur de Berlin, la Russie est en proie à de profondes difficultés, tant sur le plan politique que sur le plan économique. Pour la Russie empêtrée dans ses problèmes internes insolubles, la crise du Kosovo fut l'occasion de tenter un retour sur la scène internationale et de redorer le blason de la diplomatie russe.

En ce qui concerne la zone des Balkans, la situation est encore moins brillante. La guerre de Bosnie a laissé presque toutes les régions de l'Ex-Yougoslavie dans un fort piteux état, aussi bien sur le plan humain, que sur le plan économique ou militaire. La Slovénie et la Croatie indépendantes n'ont plus de relations avec la Serbie, et en Bosnie, les institutions soit-disant communes sont en fait séparées entre Bosniaques, Serbes et Croates.

⁷ BERELOWITCH Alexis et RADVANYI Jean, Les 100 portes de la Russie, Les Editions de l'atelier; 1999, p

2.1 point de situation au moment des accords de Dayton

Les accords de Dayton signés le 14 décembre 1995 avaient totalement occulté un problème aussi grave que celui de la Bosnie : le problème du Kosovo. En fait, déjà en 1988, le Kosovo fut l'une des causes qui avait entraîné Mr Milosevic au pouvoir. Il avait déjà organisé en 1988 et 1989 des manifestations de très grande ampleur à Belgrade ou à Kosovo Polje afin d'exacerber le sentiment patriotique des Serbes en dénonçant les exactions commises par les kosovars albanais contre les Serbes du Kosovo.

En effet, depuis la suppression de l'autonomie de cette province en 1989, le Président serbe Slobodan Milosevic a procédé à une vraie mesure d'apartheid. Les Albanais ont été chassés de toutes les fonctions publiques et ont été l'objet de multiples vexations et persécutions de la part de la police serbe. Les Albanais se sont donc organisés en société parallèle, élisant même clandestinement un président Ibrahim Rugova, apôtre de la non-violence.

A partir de 1996, apparaît l'UCK, armée de libération du Kosovo qui décide de lutter violemment contre la répression serbe. Elle se signale tout d'abord en février 1996 par une série d'attaques à la bombe. En janvier 1997, le recteur serbe de Pristina est sérieusement blessé lors d'une attaque à la voiture piégée. Puis, au cours du mois de septembre, des manifestations d'étudiants albanophones se succèdent. Elles donnent lieu à de violents affrontements avec la police serbe. L'UCK assassine alors tous les Albanais soupçonnés de collaboration avec les autorités serbes. En riposte, à partir de 1998, l'armée serbe exerce alors une violente répression, en commettant des massacres et en incendiant des villages soupçonnés de connivence avec l'UCK.

Le Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie et dont la Russie est membre, adresse un ultimatum de dix jours à Belgrade pour qu'elle retire ses forces spéciales de répression déployées au Kosovo⁸. Pendant ce temps, en mars 1998, les Albanais du

⁸ Le groupe de contact sur l'Ex-Yougoslavie fut créé en avril 1994. Il regroupait les représentants britanniques, américains, français, allemands, russes et italiens et devait apporter une dynamique au processus de paix en Bosnie-Herzégovine qui a abouti aux accords de Dayton. En décembre 1998, c'est ce groupe de contact qui a élaboré le projet d'accord du sommet de Rambouillet

Kosovo procèdent à l'élection d'un président Kosovar, Mr Ibrahim Rugova, non reconnu par Belgrade, ni par l'UCK. Un nouvel ultimatum est alors imposé au président Milosevic, le 25 mars 1998 à Bonn. A la fin du mois de mars, l'ONU impose un embargo sur les armes à destination de la république fédérale de Yougoslavie.

Le 9 mai 1998, cet embargo de l'ONU est complété par un embargo décidé par le Groupe de contact visant à supprimer tout investissement étranger en Serbie ou Monténégro. Un mois plus tard, c'est l'Union européenne qui approuve l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade au sein de l'Union européenne. De même toutes les liaisons aériennes assurées par les compagnies yougoslaves sont interdites.

Les risques de déstabilisation de la Macédoine et de l'Albanie devenant de plus en plus évidents, les pays occidentaux ont cette fois décidé d'agir plus vite qu'en Bosnie. En effet, depuis 1998, l'UCK, avec la complicité d'albanais de Macédoine, a commis plusieurs attentats contre l'état macédonien.

Un événement pour le moins curieux se produit à ce moment : les responsables américains ont été visiblement très étonnés de voir réapparaître Ibrahim Rugova, l'ancien chef du gouvernement non officiel albanais du Kosovo. L'UCK en effet était devenue le principal interlocuteur au Kosovo, et des rapports circulaient selon lesquels Rugova aurait été tué par des Serbes.

Par conséquent, l'arrivée de Rugova à Rome pour des pourparlers avec le premier ministre italien Massimo d'Alema et le ministre des Affaires étrangères Lamberto Dini a fait l'effet d'un choc pour les Américains. Des responsables américains ont suggéré que sa libération n'était qu'un stratagème de Milosevic pour saper le support italien et allemand aux bombardements de l'OTAN.

Le 12 août, l'OTAN adopte des mesures militaires à l'encontre de la RFY. Le 23 septembre le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 1199 qui exige le cessez-le-feu au Kosovo, ainsi que le retrait des forces serbes et la tenue immédiate de négociations. Immédiatement, l'OTAN adresse un ultimatum à Belgrade en la menaçant de raids aériens. Le 13 octobre 98, une rencontre à Belgrade entre M. Milosevic et M. Richard Holbrooke débouche sur un accord entraînant le retrait des forces serbes, l'arrêt des combats et le déploiement de deux mille « vérificateurs » non armés de l'OSCE au

Kosovo. Le 26 octobre les premiers des dix mille policiers serbes du Kosovo commencent à se retirer. Le lendemain, l'OTAN suspend sa menace de raids aériens.

Le 20 janvier 1999, le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie examine la détérioration de la situation au Kosovo et réaffirme son plein appui à la mission de vérification de l'OSCE. L'OTAN et la Russie appellent toutes les parties à mettre fin à la violence et à ouvrir la voie à un règlement négocié.

Les pays du groupe de contact cherchent alors à contraindre le président serbe à une négociation avec les albanais du Kosovo. Ils demandent le retour de l'autonomie de cette province. Les accords sont menés en février 1999 à Rambouillet, mais les Serbes refusent l'autonomie demandée pour la province, ainsi que le déploiement de soldats de l'OTAN dans la province. Le 18 mars, les négociations reprennent à Paris, mais se soldent par un échec car contrairement à l'UCK, Belgrade refuse de ratifier le document. Le responsable de la délégation russe, l'ambassadeur Boris Maïorski, refuse de signer le document entier et ne paraphe qu'une seule partie de l'accord. Les menaces de Mme Madeleine Albright étaient pourtant très claires : "si les serbes ne signent pas, nous les bombardons ; si les Albanais ne signent pas, nous cessons de les aider".

Logiquement donc, le 23 mars, Mr Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN demande le lancement d'opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie après l'échec d'une ultime tentative de négociation entre l'émissaire américain Richard Holbrooke et Slobodan Milosevic. Les bombardements de la RFY commencent le 24 mars 1999. Les premiers réfugiés albanais du Kosovo commencent à affluer vers la Macédoine et le premier afflux de vingt mille kosovars commence à interpeller la conscience des occidentaux. Une campagne de forte médiatisation des événements va alors débiter : les médias occidentaux se font le relais du HCR (Haut commissariat pour les Réfugiés) et du TPIY (tribunal Pénal international pour l'ex-yougoslavie) qui font état d'atrocités commises contre les populations du Kosovo.

Quelques jours plus tard, le 28 mars, le Conseil Atlantique lance la phase deux de l'opération Force déterminée rebaptisée alors Force alliée. A Belgrade la résistance s'organise et plus de dix mille personnes participent à un concert de rock anti-Otan. Cette forme de protestation a plusieurs fois été utilisée par Belgrade, y compris sur les ponts du

Danube lors des bombardements, afin d'en interdire la destruction par les avions de l'OTAN.

2.2 déroulement de la crise du Kosovo

Hormis le conflit en Tchétchénie dans lequel la Russie est engluée depuis quelques années, ce conflit du Kosovo constitue la plus grande tension d'après guerre froide avec les pays occidentaux. Le Kosovo est le lieu de mémoire de l'orthodoxie serbe. En fait, ce territoire riche en monastères, églises et ermitages a toujours subi l'outrage d'envahisseurs. Dès 1389, date de la défaite serbe de Kosovo Polje, les Ottomans du Sultan Murad 1^{er} ont occupé ce territoire. Les Serbes célèbrent tout les ans l'anniversaire de la bataille du Champ des merles.

Après la seconde guerre mondiale, le Kosovo est devenu une entité administrative de la république de Serbie, d'abord région autonome puis élevée au rang de province autonome à l'issue des émeutes de 1968

Attitude des Russes avant le début des frappes aériennes

Avant le début des frappes aériennes contre la Serbie, les dirigeants russes ont multiplié les déclarations affirmant leur plein soutien à la République fédérale de Yougoslavie. En fait, les relations entre la Russie et la Yougoslavie ont toujours été ambiguës. Les Serbes se sont toujours méfiés des Russes et leur ont toujours reproché de n'agir qu'en fonction de leurs propres intérêts. Cependant, dans le cas présent, et comme à de nombreuses reprises au cours de l'histoire, ce sont surtout les Serbes qui avaient besoin des Russes. Le président Serbe comptait beaucoup sur les autorités russes pour affirmer devant les instances internationales le manque de légitimité de ce conflit. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils estimaient comme les Russes que cette crise n'était qu'une crise intérieure devant être réglée par les Serbes eux-mêmes.

La Russie ne s'est pas opposée à la résolution 1203 du 24 octobre 1998 du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la base du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies. Elle a simplement condamné l'absence d'une résolution claire du Conseil de sécurité qui aurait autorisé l'OTAN à frapper militairement. La Russie a d'ailleurs demandé le 25 mars 1999 la réunion du Conseil afin d'examiner sa proposition de condamnation des bombardements contre la Serbie. Cette proposition qui exigeait l'arrêt

immédiat des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie n'a d'ailleurs pas été adoptée par le Conseil de sécurité. Elle n'avait recueilli que trois voix favorables : la Russie, la Chine et la Namibie. Son adoption aurait profondément gêné l'action des l'OTAN et des pays alliés.

Réaction russe après le début des frappes aériennes

Le 24 mars 1999, les pays alliés de l'OTAN débutent donc les frappes aériennes. Ces bombardements aériens dureront trois mois, jusqu'en juin 1999. En réponse à ces frappes, la Russie et la Chine menacent de rompre leurs relations diplomatiques avec les pays de l'OTAN.

Lorsque les bombardements débutent, la Russie est alors mise devant le fait accompli.

Les forces alliées, comptant principalement des forces américaines, bombardent surtout des objectifs militaires et économiques en Serbie. En effet, les forces armées serbes inférieures en nombre et en qualité ont choisit de se "dissimuler" aussi bien au Kosovo que sur le territoire de la Serbie. La riposte du président Milosevic ne se fait pas attendre, et les forces serbes mettent en œuvre un vaste plan d'expulsion massive des albanais kosovars, ainsi que des massacres. L'on estime à un million le nombre de kosovars réfugiés en albanie et en Macédoine.

La réaction des Russes est alors aussi soudaine que violente:

Alors qu'il volait vers les Etats-Unis dans le cadre de sa première visite officielle en temps que chef du gouvernement, le premier ministre Evguenii Primakov a fait demi-tour au dessus de l'Atlantique pour rentrer vers Moscou. Cette action d'éclat sans doute préméditée s'inscrivait certainement dans un but de politique intérieure, mais elle eut également un certain retentissement auprès de l'opinion publique internationale.

Qualifiant les frappes de « génocide », le ministre des affaires étrangères Igor Ivanov annonce le gel des relations avec l'OTAN. Le ministre de la défense Igor Sergueïev, quant à lui, affirme que la Serbie sera «un Vietnam européen». Des manifestations importantes se sont alors déroulées devant l'ambassade des Etats-unis à Moscou. D'autres mesures à caractère militaro-diplomatique ont été prises par différents membres du gouvernement russe. Au début du mois d'avril, le président de la Douma, Mr Guennadi Selznev a publiquement annoncé que le président Eltsine avait ordonné le

ciblage des pays de l'OTAN par les missiles nucléaires russes.⁹

Sur le plan militaire, les autorités militaires russes ont publiquement évoqué la possibilité d'une aide militaire et technique aux forces armées serbes, affirmations tempérées ensuite par le ministre des affaires étrangères. A la fin du mois de mars, le ministère de la défense russe a même annoncé le départ imminent d'une flotte de sept navires de guerre vers la Méditerranée. En fait, la Russie n'a déployé (ou pu déployer) qu'un seul navire de renseignements en mer Adriatique.

Certains députés de la Douma, curieusement vêtus de tenues de combat militaires, ont réclamé la fermeture des gazoducs vers l'Europe et l'envoi de systèmes de défense antiaérienne S300 en ex-Yougoslavie. Les médias russes ont surtout insisté sur la destruction des cibles "civiles" serbes, comme les maisons, les ponts ou les usines.

D'autres députés de la Douma ont même envisagé de faire entrer la République fédérale de Yougoslavie dans l'union Russie-Biélorussie, hypothèse rapidement rejetée en haut lieu, car elle aurait signifié une entrée en guerre contre l'OTAN. Le chef de file des nationalistes Vladimir Jirinovski commence même à enrôler des volontaires afin aller défendre les « frères Serbes », tandis que le communiste Guennadi Ziouganov propose de réactiver plusieurs programmes militaires.

Devant cette unité retrouvée et ce déchaînement anti-occidental, les autorités russes ont ensuite décidé de "calmer" l'opinion publique en se concentrant davantage sur le problème des réfugiés¹⁰.

Cependant, malgré ces actions qui s'inscrivent surtout dans un cadre déclaratoire, la Russie est rapidement revenue dans le processus des négociations.

La Russie en proie à de graves problèmes économiques a en effet besoin du Fonds monétaire international et ne peut se permettre de briser ses relations avec les pays occidentaux.

Début avril 1999, l'ancien premier ministre et ancien dirigeant de Gazprom, l'une des plus grandes entreprises de Russie, M. Victor Tchernomyrdine, est nommé

⁹ la revue internationale et stratégie, Hiver 1999-2000, Kosovo, p. 132.

représentant spécial de la Russie pour les Balkans.

Les Russes vont alors utiliser le sommet du G8 comme forum diplomatique comportant également des pays non impliqués directement dans le conflit, contrairement au Groupe de contact. Le 6 mai 1999 en effet, les ministres des Affaires étrangères du G8 se sont mis d'accord sur une déclaration commune engageant un processus de dialogue avec les Serbes. Elle met en avant cinq exigences similaires à celles imposées par l'OTAN avant le début des hostilités. Cette déclaration engageait les puissances du G8 à présenter devant les Nations Unies une résolution demandant d'assurer la mise en œuvre de ces cinq exigences. Cette résolution numéro 1244 a été acceptée grâce à l'intervention du Président finlandais, M. Marti Ahtisaari, représentant de l'Union européenne qui est parvenu à convaincre les Russes de ne pas faire jouer leur droit de veto. Seule, la Chine s'est abstenue.

Les Russes ont notamment exigé que la «présence internationale de sécurité» ne repose pas sur l'OTAN, ni dans sa composition ni dans son organisation. La résolution 1244 «réaffirme l'attachement de tous les Etats-membres à la souveraineté et à l'intégralité territoriale de la République fédérale de yougoslavie et de tous les autres états de la région. Elle met en place, sous l'égide de l'ONU, de présences internationales civiles, et de sécurité dotées du matériel et personnel appropriés, en tant que de besoin ; elle autorise les Etats-membres et les organisations internationales comptentes à établir la présence internationale de sécurité au Kosovo ; elle affirme enfin la nécessité de procéder sans tarder au déploiement rapide de présences internationales civile et de sécurité efficaces au Kosovo et autorise le Secrétaire général à établir une présence internationale civile au Kosovo afin d'y assurer une administration intérimaire dans le cadre de laquelle la population du Kosovo pourra jouir d'une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de yougoslavie. Les négociations concernant la résolution 1244 se sont faites de façon concomittante avec les négociations militaires techniques de cette résolution qui ont été signées sur la base aérienne de Kumanovo en Macédoine par le Général Jackson, commandant la KFOR et le représentant des Nations Unies, d'une part, et les généraux serbes Marjanovic, chef d'état-major adjoint des armées et Stevanovic, chef des forces de police au Kosovo.

¹⁰ La politique de sécurité de la Russie, p. 171

Le 2 juin 1999, M. Victor Tchernomyrdine, représentant spécial de la Russie pour le Kosovo et M. Marti Ahtisaari se rendent à Belgrade où ils présentent le plan de paix, que les Serbes n'ont pas la possibilité de modifier. Ce plan de paix est accepté le 2 juin par le Parlement et le 3 juin par le Président de la République fédérale de Yougoslavie. Le mardi 8 juin,¹¹ Boris Eltsine manifeste son impatience en dénonçant "l'agression contre la Yougoslavie" qui est "une nouvelle tentative de faire prévaloir la loi du plus fort". Selon lui, cette opération de l'OTAN "a bafoué les fondements du droit international et la charte de l'ONU". Le jeudi 10 juin, le président yougoslave prononce une allocution télévisée où il annonce la fin de "l'agression de l'OTAN" et déclare solennellement que "la force internationale qui va se déployer au Kosovo servira la paix". En ce qui concerne le volet "civil" du règlement de la crise au Kosovo, c'est la Mission des Nations-unies pour le Kosovo, la MINUK qui est chargée de reconstruire l'infrastructure administrative, financière, judiciaire et policière de la province. Cette mission de l'ONU dispose de treize milliards de francs sur trois ans pour mener à bien la reconstruction civile du Kosovo. En revanche, tout le volet "militaire" est du ressort de la KFOR, force internationale de sécurité au Kosovo.

L'influence russe a été prépondérante dans cette dernière négociation avec les Serbes, d'autant plus qu'une semaine plus tôt, le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, le TPIY, avait prononcé l'inculpation des cinq principaux responsables Serbes, dont Slobodan Milosevic, les inculpant pour « crimes contre l'humanité » et « violation des lois et coutumes de guerre ». Cette décision, provenant d'une instance indépendante a vivement été critiquée par les Russes pour son contenu ainsi que pour le calendrier retenu pour cette annonce. Cependant, cette inculpation ne s'est pas traduite par la désignation d'une force visant à arrêter les cinq inculpés.

après le début de retrait des forces militaires serbes

En juin 1999, les autorités serbes ont fini par céder et ont accepté d'évacuer le Kosovo. Les réfugiés kosovars albanais, chassés avant ou après les bombardements de l'OTAN, ont pu regagner leurs foyers au Kosovo. En revanche, plus de 200 000 Serbes

et Tziganes du Kosovo ont été, à leur tour, contraints de quitter la province pour se réfugier de l'autre côté de la frontière ou chez des proches habitant en Serbie. La presse fait alors état de la découverte des corps de quatorze Serbes massacrés dans le village de Gracko, ce qui confirme les craintes de la communauté internationale.

Le coup de force des Russes

La légitimité des actions de l'OTAN a souvent été discutée, et particulièrement par les Chinois et les Russes. Pourtant, lorsque l'accord du G8 a été voté par le Conseil de sécurité sous la forme de la résolution 1244 du 10 juin 1999, la constitution et la mise en place de la force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) n'a pas posé de problème.

En revanche, l'accord prévoit le découpage de la province du Kosovo en cinq secteurs géographiques alloués à des forces multinationales. Chacune de ces forces est placée sous la direction d'une nation-cadre. Mais, et contrairement à leurs souhaits, les Russes ne sont responsables d'aucun secteur.¹² Le 10 juin, le secrétaire d'Etat américain Strobe Talbott exclue catégoriquement le fait que les Russes puissent disposer d'un secteur placé sous leur contrôle au Kosovo lors de l'entrée des troupes internationales. Les Russes s'apercevant de leur mise à l'écart ont vivement réagi en envoyant leur attaché militaire à Belgrade. A l'occasion d'autres négociations avec Strobe Talbott à Moscou concernant l'éventualité d'une "zone russe", celui-ci affirme que "non. Nous ressentons, et je pense que nos collègues russes sont d'accord, l'importance de l'unité de commandement ; le Kosovo dépendra donc d'un seul accord de commandement". Par la suite, les Russes pensent avoir obtenu l'intégration d'un contingent dans l'une des zones.

Le 12 juin donc, la KFOR forte de 35 000 hommes issus des rangs de l'OTAN, pénètre alors au Kosovo, et la province est placée sous administration de l'ONU. A la satisfaction de tous, les dernières troupes serbes quittent la province du Kosovo avec douze heures d'avance sur le plan prévu.

¹¹ source site internet de France 2 : www.France2.fr

¹² (les britanniques sont responsables du secteur centre-ouest, les Américains du secteur sud-est, les Français du nord-ouest, l'Italie du secteur ouest et l'Allemagne du secteur sud)

Mais, alors que les medias occidentaux ne parlent plus de la Russie et se consacrent plutôt aux difficultés de progression des troupes françaises, la réaction des Russes ne va pas tarder. En effet, dans la nuit du 11 au 12 juin, sans attendre l'arrivée de la KFOR, deux cents parachutistes russes se sont, contre toute attente livrés à un "assaut sur Pristina", capitale de la province du Kosovo, comportant le principal aéroport de la région. Cependant, la grave crise qui aurait dû se produire entre la Russie et l'OTAN n'a pas eu lieu, et les protagonistes sont parvenus à un accord. Le 18, un accord entre l'OTAN et les Russes prévoit que les soldats russes pourront patrouiller dans les secteurs alliés sous le commandement d'un de leurs officiers, mais toute opération devra être coordonnée avec le commandant en chef allié du secteur concerné. D'ailleurs, lors de sa rencontre avec les dirigeants du G7, le président russe Boris Eltsine a annoncé sa réconciliation avec l'occident. En revanche, cet incident a failli produire un incident bien plus important au sein même des forces occidentales. Le Général britannique Jackson, est à ce moment le commandant de la KFOR, chargée d'investir le Kosovo. Après l'intervention des Russes ¹³le SACEUR, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe et également chef des troupes américaines en Europe, demande au Général Jackson de "reprendre" le contrôle de l'aéroport de Pristina où les Russes ont fait leur entrée fort médiatisée. Ne voulant pas déclencher une "crise dans la crise" avec les Russes, le général britannique refuse alors d'exécuter cet ordre et s'en explique dans les journaux au cours du mois de septembre 1999. Il aurait alors déclaré au Général américain : "je ne vais pas déclencher une troisième guerre mondiale pour votre compte". L'incident qui n'a finalement pas eu de répercussion majeure sur le processus d'intervention a montré les limites de la coopération au sein d'une alliance, même entre américains et britanniques.

Cette controverse a été révélée par le magazine Newsweek du 2 août 1999. Selon la presse, le général Clark aurait par la suite demandé à l'amiral américain James Ellis Jr, d'envoyer des hélicoptères se poser sur les pistes de l'aéroport pour empêcher que les avions de transport russes Ilyushin 76 puissent les utiliser. Cet ordre ne fut pas exécuté.

L'administration américaine se montra fort ennuyée par ce coup d'éclat des Russes à Pristina. Certains observateurs affirment que tout fut mis en place pour que ce

¹³ La guerre du Kosovo Collection STRATEGIQUE FRS; 2000 p.98

bataillon russe ne soit pas renforcé. “Sans délai, la diplomatie américaine se mobilisa auprès des gouvernements roumain et bulgare et obtint d'eux qu'ils interdisent à la Russie l'utilisation de leur espace aérien et le survol de leur territoire.

Cette démarche était à la fois décisive et significative. Elle bloqua la présence militaire russe au Kosovo à son niveau le plus bas, et, de surcroît, elle montra que la Roumanie et, dans une certaine mesure, la Bulgarie se comportaient déjà comme si elles étaient membres de l'Alliance atlantique”.¹⁴

Les autorités russes ont ensuite décidé de “calmer” l'opinion publique en se concentrant davantage sur le problème des réfugiés. En effet, la Russie est en permanence dépendante des crédits occidentaux, et des “débordements” de sa part auraient pu signifier une coupure des crédits et donc une asphyxie totale de la Russie.

2.3 Position officielle de la Russie

Dans l'optique de la diplomatie russe, l'option militaire seule ne pouvait en aucun cas être la solution au problème du Kosovo, le recours à la force ne pouvant qu'empirer la situation. C'est ainsi que Mr Nikolaï Afanassivsky, ambassadeur de Russie en France¹⁵ compare la situation sur le plan humanitaire avant et après les opérations de l'OTAN. Selon lui, l'exode massif auquel nous avons assisté durant les frappes n'a rien de commun avec les problèmes ethniques précédents. La comparaison est encore plus flagrante depuis le retour des réfugiés albanais et la fuite des Serbes résidant au Kosovo. La séparation ethnique précédant le conflit est maintenant devenue une véritable épuration ethnique de fait.

La mise à l'écart de l'ONU dans ce conflit qui sortait pourtant de la sphère d'action de l'OTAN a suscité les plus vives critiques de la part des Russes. La Russie a d'ailleurs reçu l'appui d'autres pays comme la Chine, l'Inde, le Vietnam ou l'Afrique du sud.

¹⁴ LE SUD-EST DE L'EUROPE SOUS L'EMPRISE DE L'OTAN par Paul-Marie de la Gorce www.lemonde-diplomatique.fr

¹⁵ DUBIEN ARNAUD, LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIE, Hiver 1999-2000, Kosovo, 2000.

Selon Mr Afanassivsky, l'OTAN et plus particulièrement les américains ont tout fait pour mettre en œuvre un programme militaire établi de longue date. La solution idéale eut été de poursuivre dans la voie diplomatique qui avait déjà donné de très bons résultats. Le travail réalisé par les deux mille observateurs internationaux de la mission de vérification au Kosovo (KVM) commençait à donner des résultats. En effet, les autorités de Belgrade avait accepté l'idée d'accorder une autonomie importante à la province du Kosovo. Jusqu'à la rencontre de Rambouillet, tout se déroulait sans point bloquant. Selon les Russes, le point bloquant s'est produit à Rambouillet le 19 février lorsque les Serbes ont été mis au courant du volet militaire de ces accords. L'intervention au Kosovo d'une force militaire multinationale a été rejetée de façon catégorique par les Serbes, que cette force relève de l'OTAN, de l'ONU ou de l'OSCE. Les Russes estiment « qu'aucun pays n'aurait pu accepter un tel plan d'occupation et la perte totale de sa souveraineté ». C'est également l'avis d'observateurs français qui estiment que certaines clauses du traité de Rambouillet, notamment les clauses 7 et 8, qui « transformaient non pas le Kosovo, mais la totalité du territoire de la yougoslavie, dans son sens actuel, en un protectorat militaire de l'OTAN. Quant aux Russes, ils vont même jusqu'à effectuer le parallèle entre les événements du Kosovo et les événements qui se déroulent en Irak. Les pays occidentaux (comprendre les Etats-Unis) adoptent de plus en plus ce type de « propositions irréalisables » et en tirent prétexte pour utiliser la force, en Serbie comme en Irak. C'est officiellement la raison pour laquelle les parlementaires russes ne se sont pas associés à « l'étrange cérémonie de signature, par la seule partie albanaise des soi-disants accords de Rambouillet ».

La situation actuelle au Kosovo et son avenir improbable ne cessent de préoccuper les Russes. Tout d'abord, la situation économique est effroyable. Un groupe d'experts a estimé le montant total des destructions occasionnées par les bombardements à 29,6 milliards de dollars. Ils estiment ainsi qu'il faudra plus de douze ans à la Serbie pour retrouver son niveau d'avant les frappes. Tout ou presque est à reconstruire au Kosovo et en Serbie : une bonne partie des usines a été endommagée ainsi que les voies de communications, les systèmes de télécommunications, les réseaux d'eau potable ou d'électricité. Le taux de chômage est colossal et la tâche des futurs gouvernements sera très difficile.

Sur le plan humain ensuite, la situation est encore plus catastrophique : pour les Russes, la communauté internationale assiste à la mise en place d'un Kosovo ethniquement épuré de Serbes, et où les kosovars albanais les plus modérés sont tenus à l'écart. Leur grande crainte est également de voir cette situation déteindre sur la Macédoine voisine où certains groupes d'Albanais commençaient à se radicaliser, ce qui pourrait entraîner un embrasement des Balkans.

Le gouvernement russe et le peuple russe se sentent marginalisés : trois pays alliés auparavant dans le pacte de Varsovie se sont maintenant rapprochés de l'ennemi de toujours : l'OTAN.

2.4 conséquences sur la politique russe

Un sentiment d'humiliation

La Russie en proie à de très sérieux problèmes économiques et institutionnels disposait encore du statut de grande puissance avant les événements du Kosovo. Elle espérait bien figurer à nouveau en bonne place dans le concert des nations, une fois ces problèmes réglés. La Russie estimait avoir dans cette zone des Balkans des intérêts indiscutables et considérait cette région comme sa zone d'influence exclusive.

Cette crise, est aussi pour les Russes, le miroir de l'éclatement de l'Union soviétique. En effet, un processus analogue à celui de la dissolution de l'Union soviétique s'est déroulé dans les Balkans : une puissance naguère établie et disposant d'un territoire important commence un douloureux processus de dislocation et suite à une résurgence des nationalismes, perd progressivement certaines de ses entités qui passent de surcroît sous obédience de l'ennemi de toujours : l'OTAN.

Après ce "camouflet" infligé par l'OTAN et les américains, il y a fort à parier que ce statut de grande puissance sera difficile à retrouver.

réaction sur le plan des relations internationales

Peu après le déclenchement des frappes militaires, la Russie a annoncé la suspension de sa coopération avec l'OTAN telle que définie par l'Acte fondateur Russie-OTAN de 1997. Les Russes estiment avoir été « bernés », constatant amèrement que le moment venu, ces accords n'ont pas été mis en application. La confiance des Russes en

ses partenaires occidentaux semble désormais altérée pour longtemps. Ils estiment cependant, que malgré tout, la sécurité en Europe sera largement influencée par ses relations avec l'OTAN.

Cette crise du Kosovo va renforcer la détermination des russes à oeuvrer en vue de l'émergence d'un monde multipolaire. Elle pourrait donc se retourner vers le sud-est asiatique et plus particulièrement l'Inde et la Chine.

Un pays comme la Géorgie a exprimé clairement son soutien aux opérations de l'OTAN au Kosovo, ce qui a occasionné une dégradation sensible entre ce pays et la Russie. De plus, le président géorgien Edouard Chavardnaze a évoqué l'intention de son pays d'adhérer à l'OTAN en 2005. Le cas de la République tchèque est un peu différent : ce pays intégrera l'OTAN plusieurs semaines avant la date prévue, officiellement pour participer au sommet de l'OTAN prévu en avril 1999, comme membre à part entière. En fait, il s'agissait pour les américains de bénéficier dès l'ouverture des hostilités contre la Serbie, de l'espace aérien et d'installations au sol dans ce pays. La République tchèque fournira ensuite ses moyens aériens propres à des fins d'autodéfense de son territoire lors du conflit du Kosovo, notamment des avions de chasse MIG 29. Il en va de même pour des pays comme la Roumanie ou la Bulgarie. Cette tentative d'ouverture à l'est préoccupe les autorités russes.

La Russie et le jeu du donnant-donnant

Les autorités russes n'étaient pas dupes du « second rôle » que l'OTAN ou plutôt les Américains avaient fait tenir à la Russie dans le règlement de cette crise. D'une part, le rôle de médiateur de la Russie convenait à toutes les grandes puissances et surtout son acceptation de la légitimation à posteriori de l'intervention militaire en acceptant le compromis du G8, qui fut officialisé plus tard par l'ONU. Les Russes obtenaient ainsi un « lot de consolation » utile tant sur le plan des relations internationales que sur le plan intérieur. Mais surtout, les Russes pensaient également être un ultime recours pour l'OTAN en cas d'échec de l'opération aérienne. Le vice-président russe de la commission de la défense à la Douma en fait d'ailleurs mention au mois d'avril 1999. «Même si cela peut nous répugner, il nous faudra aider l'OTAN à garder la face après les bombardements, et proposer aux puissances occidentales une participation dans l'opération de maintien de la paix et le processus de règlement du conflit. Il ajoute

également que “dans l’avenir, il conviendra d’élaborer un mécanisme entre la Russie/CEI et l’OTAN pour la mise en œuvre commune d’opérations de maintien de la paix, y compris des opérations d’imposition de la paix, et ce exclusivement dans le cadre d’un mandat de l’ONU ou de l’OSCE. Cela excluerait des récidives dans l’emploi arbitraire de la force par tel ou tel état ou groupe d’états sur tout l’espace européen et post-soviétique, sous n’importe quel prétexte. Seuls des ajustements de ce type pourront servir, dans une certaine mesure, d’expiation historique pour le drame des Balkans des années quatre-vingt-dix”.¹⁶

Sur le plan militaire

N’étant plus en mesure sur le plan militaire, d’affronter directement les pays occidentaux placés sous le parapluie américain, la Russie envisagerait l’adoption de mesures asymétriques. C’est ainsi que certains spécialistes pensent que d’anciens programmes d’armements anti-missiles pourraient être réactivés.

Les Russes ont organisé de larges exercices destinés à contrer des menaces identiques à celle menées par les forces de l’OTAN en Ex-Yougoslavie.

Le gouvernement russe et le peuple russe se sentent marginalisés : trois pays alliés auparavant dans le pacte de Varsovie se sont maintenant rapprochés de l’ennemi de toujours : l’OTAN. Le nouveau concept stratégique de l’OTAN qui permet d’inclure dans la sphère de l’OTAN ses pays non membres de cette organisation a confirmé Moscou dans son sentiment de mise à l’écart par les américains. La zone de responsabilité de l’OTAN s’étend maintenant au delà des limites fixées précédemment. Désormais, pour l’OTAN et les américains, la zone des Balkans fait désormais partie de leur zone de responsabilité, et il n’est nullement question de partager cette zone d’influence avec la Russie.

Une opération comme celle menée au Kosovo est maintenant théoriquement applicable à la Russie bien que cette hypothèse soit pour le moment parfaitement absurde. La Russie craint en effet les analogies avec le conflit qu’elle mène en Tchétchénie qui pour elle est un conflit intérieur, comme l’était le Kosovo pour la Serbie. Cette sensibilité

¹⁶ La politique de sécurité de la Russie « Entre continuité et rupture » Fondation pour la Recherche Stratégique Collection ellipses; 2000.

est ravivée par les déclarations occidentales, bien que modérées, concernant le conflit sans fin et terriblement meurtrier en Tchétchénie, une région que M. Zbigniew Brzezinski considère comme « les Balkans de l'Eurasie ». Les déclarations du Président américain Bill Clinton, affirmant “que vous viviez en Afrique, en Europe centrale ou n’importe où ailleurs, si quelqu’un veut commettre des crimes de masse contre une population civile innocente, et qu’il est en notre pouvoir de les stopper, nous le ferons” n’est pas de nature à rassurer les russes, bien que la portée de ces propos ait été immédiatement amoindrie en précisant que cette action ne peut se faire partout.¹⁷

D’autre part, le conflit dans les Balkans a fait ressurgir le droit des nations et des minorités à l’autodétermination, ce qui pourrait renforcer les tendances séparatistes de certaines communautés russes. Dans la « Nezavisimaïa Gazeta » du 28 juillet 1999¹⁸, l’académicien russe V. Tichkov déclarait que lors du conflit du Kosovo, les combattants et les leaders de l’UCK bénéficiaient largement des moyens militaires des puissances occidentales ainsi que de leurs moyens de propagande. Il estimait en outre que l’opinion mondiale avait commencé à réagir de façon moins impartiale aux problèmes des minorités et focalisait désormais son attention sur l’est de l’Europe et les pays de l’ex Union soviétique.

conséquences sur le plan intérieur

Pour de nombreux Russes, et aussi pour l’ensemble du monde occidental, un tel conflit dans les Balkans n’aurait pû se produire du temps de l’Union soviétique. Si le conflit a éclaté, c’est que la Russie s’est sérieusement affaiblie.

En avril 99, en plus de la crise du Kosovo, la Russie traverse une profonde crise politique. Tout d’abord, le gouvernement subit de profonds remaniements : l’opposition entre la Douma et le président Eltsine est de plus en plus vive, et quelques mois plus tôt, ce dernier a dû remplacer Mr Kirienko par Mr Primakov au poste de premier ministre. Ensuite, la Russie se prépare déjà à l’élection législative prévue pour la mois de

¹⁷ propos rapportés dans La guerre du Kosovo Collection STRATEGIQUE suite à un article du Monde du 14 septembre 1999.

¹⁸ la politique de sécurité de la Russie

décembre, ainsi qu'aux présidentielles de juin 2000.

Pour de nombreux observateurs,¹⁹ la crise du Kosovo a tout de même eu de sérieuses répercussions sur le plan politique en Russie. L'on pourrait dire en exagérant un peu, que cette crise des Balkans, non souhaitée par la Russie, est finalement intervenue au bon moment pour les dirigeants russes. En effet, Mr Eltsine, qui faisait l'objet, au moment des événements du Kosovo d'une mesure de défiance de la part le Parlement russe a pu profiter du trouble créé dans son opinion publique ainsi que chez les parlementaires russes pour asseoir à nouveau son autorité. La mesure de destitution (un peu analogue à la mesure d'impeachment américaine) qui était en cours à l'encontre de Mr Eltsine est alors repoussée au mois de mai 1999.²⁰ L'influence grandissante du premier ministre Evgueni Primakov durant le conflit, et son manque d'empressement à protéger Boris Eltsine, contraignent ce dernier à limoger Mr Primakov le 19 mai 1999, et le remplacer par le ministre de l'intérieur Sergueï Stepachine. En profitant des divisions de la Douma et de la révolte générale du peuple et des parlementaires russes à l'égard des occidentaux, le président Boris Eltsine a ainsi réussi à éliminer de façon habile et discrète, un concurrent sérieux.

Les opérations militaires de l'OTAN dans les Balkans ont suscité des réactions très négatives dans l'opinion publique russe, attisée par les medias, les autorités gouvernementales et les nationalistes. Ce sentiment d'humiliation a été renforcé par d'autres événements concomittants :

a)- tout d'abord le cinquantième anniversaire de l'OTAN célébré à Washington en avril 1999. Seuls, les Russes ont refusé d'y participer. Pourtant, la déclaration finale affirmait que « La Russie a une responsabilité particulière aux Nations-unies et un rôle important à jouer dans la recherche d'une solution au conflit du Kosovo ». Il s'agit en

¹⁹ Tempête politique en Russie par Jean Radvany-Inalco

²⁰ PROGRAM ON NEW APPROACHES TO RUSSIAN SECURITY N° 61, How Kosovo Empowers the Russian Military, May 1999.

fait pour la Russie de marquer son opposition aux actions militaires occidentales, mais aussi de manifester leur mécontentement à l'égard des autres pays de la CEI et des ex-pays satellites de l'URSS. En effet, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie qui ont fondé le GUAM en 1997²¹, essaient de s'affranchir de Moscou pour développer des liens économiques avec d'autres nations. De plus, plusieurs pays participent ou souhaitent participer à des manœuvres militaires de l'OTAN.

b)- ensuite, la menace américaine de se retirer du traité ABM-Anti Ballistic Missile et de se lancer dans le programme NMD- National Missile Defence,

c)- la décision des Etats-Unis d'agrandir la zone de responsabilité des troupes américaines à la zone s'étendant de l'est de la Caspienne aux frontières de la Chine, zones éminemment stratégiques pour la Russie,

d)- l'élargissement prévisible de l'OTAN, après l'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque. Les "lots de consolation" attribués à la Russie que sont le Partenariat pour la paix, le conseil de partenariat euro-atlantique et le conseil de coopération OTAN-Russie permettent certes de prendre part aux discussions des membres de l'Alliance, mais ne permettent pas de s'opposer aux décisions,

e)- enfin, l'adoption du nouveau concept stratégique de l'OTAN.

Pour de nombreux observateurs américains²², le conflit du Kosovo fut une aubaine pour les élites militaires et politiques russes. Elle a en fait servi à les « ressusciter » sur la scène politique russe en exacerbant le sentiment anti américain.

Les déclarations du Général Léonid Ivashov, responsable des relations internationales auprès du premier ministre russe, affirmant que l'OTAN est une « organisation criminelle qui n'a pas le droit d'exister » ont renforcé les américains dans l'idée qu'il faut contrôler étroitement les forces militaires russes. Selon ces observateurs américains, le pouvoir russe repose essentiellement sur la force et la capacité à exhalter le peuple russe. L'amer constat d'impuissance ressenti par les Russes peut être mis à profit par les militaires qui n'ont jamais vraiment crû à la coopération avec l'OTAN. Leur

²¹ Association d'états dont le sigle est composé des premières lettres de chaque pays participant. Le GUAM évoluera ensuite en GOUAM avec l'association de l'Ouzbékistan.

²² PROGRAM ON NEW APPROACHES TO RUSSIAN SECURITY N° 61, How Kosovo Empowers the Russian Military, May 1999

influence sur les autorités politiques, et notamment sur Boris Eltsine à l'époque en a été renforcée.

La politique extérieure envers la Russie risque donc de tenir à nouveau compte de ce paramètre dans les années à venir.

Changements de priorités de la politique de sécurité de la Russie

Dès le début des opérations au Kosovo, les experts russes espéraient encore que les structures de sécurité européennes comme l'Organisation pour le Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE - OSCE), l'Union de l'Europe occidentale (UEO), voire l'Union européenne joueraient un rôle important dans le règlement du conflit. Cet espoir date en fait du premier juillet 1991, date de la dissolution du Pacte de Varsovie, où les autorités russes suggéraient que des structures paneuropéennes de sécurité pallient la dissolution du pacte. De plus, l'Acte fondateur OTAN-Russie réaffirmait le principe de "prévention des conflits et règlements des différends par des moyens pacifiques conformément aux principes des Nations-Unies et de l'OSCE".²³ En fait, contrairement à leurs espérances, les alliés européens ont apporté leur soutien aux américains dans l'intervention de l'OTAN dans les Balkans. Le nouveau "concept de sécurité nationale de Russie" dénonce ainsi "les tentatives de certains états et associations inter-étatiques de réduire le rôle des mécanismes existants de sauvegarde de la sécurité internationale, en premier lieu l'ONU et l'OSCE". L'idée de Défense européenne qui commence à faire son chemin depuis le sommet franco-britannique de Saint Malo ne convainc pas les Russes qui considèrent que l'action des Etats-Unis vise à saper cette initiative en préservant son rôle par le biais de l'OTAN. Ainsi, Mr Guennadi Ziouganov estimait avant les frappes de l'OTAN que "l'objectif est clair – Les Etats-Unis ne veulent pas voir l'Europe unie. Et il n'y a pas d'Europe unie sans la Russie. Pour rétablir le rideau de fer, ils doivent attiser la guerre dans les Balkans. Il n'y aura pas alors d'Europe unie."²⁴

Le 27 mai 1997, l'OTAN signe avec la Russie un accord connu sous le terme d'« Acte fondateur sur les relations et le sécurité mutuelles entre l'OTAN et la RUSSIE ».

²³ site de l'OTAN www.nato.int/docu/comm

²⁴ La guerre du Kosovo STRATEGIQUE FRS; 2000 p.87

Cet acte prévoit la mise en œuvre d'un « partenariat fort, stable et durable » entre les deux puissances. Elles ont pour « objectif commun d'éliminer les vestiges de l'époque de la confrontation et de la rivalité, et d'accroître la confiance mutuelle et la coopération. »²⁵ Le dialogue entre les deux entités est facilité par l'existence d'un Conseil permanent de consultation et de coordination, le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie. Le Conseil permanent agit dans des domaines aussi variés que la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix, la prévention de la prolifération des armes de destruction massive, la conversion des industries de défense ou l'échange d'informations sur les forces armées et les politiques de sécurité. Son action peut inclure des opérations de maintien de la paix sous autorité de l'ONU ou de l'OSCE. Les deux premières réunions du Conseil permanent se sont déroulées le 18 juillet 1997 puis le 26 septembre 97 à New York, au niveau des ministres. Une crise comme celle du Kosovo qui interviendra un an et demi plus tard aurait donc pu être traitée par cette instance. Le 28 mai 1998, les premières préoccupations concernant le Kosovo sont exprimées lors d'une de ces réunions. De mars à juillet 1999, le fonctionnement de cette instance sera suspendu suite au grave différend qui oppose l'OTAN à la Russie au sujet du Kosovo. Ce n'est que le 23 juillet 1999 que les réunions reprendront, et uniquement au niveau des ambassadeurs, afin d'examiner la situation dans les Balkans. Les réunions du Conseil permanent ne reprendront de façon formelle que le 15 février 2000 à l'occasion de la visite à Moscou de Lord Robertson, Secrétaire général de l'OTAN.

En échange, en juillet 1997, la Russie accepte l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne et à la République tchèque.

Les Russes doivent ainsi réviser leur politique de sécurité, une grande partie de leurs efforts ayant été annihilée par la résurgence de l'influence de l'OTAN sur la sécurité européenne. C'est ainsi que dans le nouveau « concept de sécurité nationale de Russie », il est fait allusion à l'hégémonie de l'OTAN. « Dans le même temps, certains pays intensifient leurs efforts visant à affaiblir les positions de la Russie dans les domaines politique, économique, militaire et autres ». En fait, le terme OTAN désigne particulièrement les Etats-Unis.

Cependant, pour beaucoup d'observateurs, la Russie va se tourner vers l'Union

²⁵ site de l'OTAN www.nato.int/docu/comm

européenne dès que la notion de Politique Européenne de sécurité et de Défense (PESC-PESCD) aura progressé et que la force européenne sera devenue une réalité.

2.5 La chute de Slobodan Milosevic

Le 29 juin, plus de 10 000 opposants au président Slobodan Milosevic défilent à Cacak (Serbie) pour exiger sa démission et la tenue d'élections anticipées. Dès lors, les manifestations de ce type ne cesseront de se produire à travers la Serbie.

Elections de septembre 2000.

Le 24 septembre 2000 a marqué un tournant dans l'histoire des Balkans. Cette date correspond en effet à plusieurs élections qui se sont déroulées de façon simultanée sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Il s'agissait tout d'abord de l'élection du Président de la République fédérale, ainsi que de l'élection au Parlement fédéral et des élections municipales. Le parti socialiste de Serbie est sorti vainqueur de l'élection au Parlement fédéral. En revanche, aux élections municipales, et surtout à l'élection présidentielle, Monsieur Milosevic est sorti perdant face à Mr Kostunica. Les résultats officiels n'ont pas été donnés tout de suite par les autorités de Belgrade. La commission électorale reconnaissait pourtant 49% des voix à Mr Kostunica et 38% à Mr Milosevic. Ceci a mis en émoi l'opinion politique internationale qui, plusieurs jours durant a pensé à une manipulation des chiffres par les partisans de Milosevic. Finalement, Mr Milosevic finira, à la surprise des occidentaux, par reconnaître la victoire de Vojislav Kostunica. Il s'agissait en fait d'un cinglant désaveu pour l'ancien Président Milosevic, malgré le musèlement de l'opposition et la mise sous tutelle par celui-ci de toute l'administration du pays. La population serbe et monténégrine (la population du Kosovo boycottant les élections) devait en effet effectuer un choix entre des personnalités aussi diverses que Slobodan Milosevic, Vuk Draskovic, Zoran Djindjic, ou Vojislav Kostunica. La personnalité pour le moins trouble de Vuk Draskovic, qui optait aussi bien pour les occidentaux que pour Mr Milosevic n'inspirait manifestement pas la population, pas plus que Zoran Djindjic considéré comme un proche des américains. Leur choix s'est porté sur Vojislav Kostunica qui rejetait aussi bien la politique et la personnalité de Milosevic que l'attitude des occidentaux.

En fait, le pays entier a eu le courage de sanctionner le lourd héritage de Slobodan Milosevic. Les conditions de vie sont devenues insupportables dans le pays entier, surtout depuis les frappes de l'OTAN. L'économie est anéantie et la corruption et le marché noir règnent partout. Le mythe de la grande Serbie soigneusement entretenu par le "maître de Belgrade" depuis de nombreuses années ne s'est pas réalisé, bien au contraire : la partition de fait du Kosovo sépare désormais les Serbes du berceau de leurs origines, et la province du Monténégro, soigneusement épargnée par l'OTAN, vise ouvertement l'indépendance.

Durant cette période d'élections aux résultats incertains, les autorités russes ont pris du recul, tandis que les autorités américaines essayaient d'influer sur le scrutin.

Le but principal des forces alliées qui était l'éviction de Mr Milosevic et la cessation de la répression au Kosovo a donc pu être finalement atteint. En revanche, les problèmes restent entiers, même si au Kosovo, le modéré Ibrahim Rugova a remporté les élections. Le nouveau président yougoslave n'envisage pas pour l'instant de livrer Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international, et s'en tient aux termes de la résolution 1244 de l'ONU qui confirme l'intégrité territoriale de la Yougoslavie tout en demandant la restauration d'un certain degré d'autonomie de la province du Kosovo.

CONCLUSION

Cette crise yougoslave constituera à n'en pas douter l'un des événements clés du vingtième siècle et entérine aux yeux du monde un tournant radical et sans doute durable dans l'histoire de "l'Empire des Tsars". Cette crise, inimaginable à l'époque du pacte de Varsovie est aussi pour les Russes et pour les occidentaux, le miroir de l'éclatement de l'Union soviétique.

En effet, à l'exception des américains, le monde n'avait peut-être pas pris conscience que la Russie a pour le moment perdu le rôle de grande puissance qui était naguère le sien.

L'ensemble du peuple russe a ressenti cette perte d'influence comme une nouvelle humiliation et le gouvernement russe a tenu dans un "baroud d'honneur" à inscrire son

nom dans l'histoire en tant qu'acteur essentiel dans la signature du plan de paix mettant fin au dernier conflit du deuxième millénaire.

Cependant, il convient que les pays occidentaux qui ont dominé cette crise élaborent une stratégie claire face à "ce monstre" qui vient peut-être d'être créé²⁶. Les récents événements causés par les soldats de l'UCK au Kosovo, dans la région de Precevo et surtout au nord de la Macédoine laissent penser que la crise des Balkans est loin d'être achevée. Or, malgré son affaiblissement, la Russie peut encore avoir une importante influence diplomatique dans cette région. Il conviendra de lui offrir un rôle plus important dans les cas où les événements se précipiteraient.

²⁶ Article du "Guardian" du 12 mars 2001 "L'Occident se démène pour maîtriser la monstre qu'il a lui-même créé.

LA RUSSIE DANS LA CRISE YOUGOSLAVE DEPUIS LES ACCORDS DE DAYTON JUSQU'À LA CHUTE DE SLOBODAN MILOSEVIC

Table des matières

	Page
Introduction	4
Partie I : Ancienneté des relations Russie-Serbie	5
1.1 Qu'est-ce que les Balkans, la Yougoslavie, la Serbie, les Serbes ?	5
1.2 Premières relations Russie-Serbie	8
1.3 "Résurrection artificielle" des relations entre la Russie et la Serbie	10
1.4 Le mythe de la fraternité slave orthodoxe	11
Partie II : Perte d'influence de la Russie lors de la crise yougoslave	12
2.1 Point de situation après les accords de Dayton	13
2.2 Déroulement de la crise du Kosovo	16
Attitude des Russes avant le début des frappes aériennes	16
Réaction des Russes après le début des frappes	17
Après le début de retrait des forces serbes	21
Le coup de force des Russes	21
2.3 Position officielle de la Russie	23
2.4 Conséquences sur la politique Russe	25
Un sentiment d'humiliation	25
La Russie et le jeu du "donnant-donnant"	26
Sur le plan militaire	27
Sur le plan intérieur	28
Changements de priorités de la politique de sécurité de la Russie	31
2.5 La chute de Slobodan Milosevic	33
Conclusion	34

ANNEXE 1

CARTE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DE YUGOSLAVIE



Plan de paix de MM. Tchernomyrdine et Ahtisaari

Belgrade
2 juin 1999

Il convient de conclure un accord sur les principes suivants afin de trouver une solution à la crise du Kosovo :

1. Un arrêt immédiat et vérifiable de la violence et de la répression au Kosovo.
2. Retrait vérifiable du Kosovo de toutes les forces militaires, paramilitaires et de police suivant un calendrier serré;
3. Déploiement au Kosovo, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, de présences internationales efficaces, civile et de sécurité, agissant tel que cela pourra être décidé en vertu du Chapitre VII de la Charte et capables de garantir la réalisation d'objectifs communs.
4. La présence internationale de sécurité, avec une participation substantielle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, doit être déployée sous commandement et contrôle unifiés et autorisée à établir un environnement sûr pour l'ensemble de la population du Kosovo et à faciliter le retour en toute sécurité de toutes les personnes déplacées et de tous les réfugiés.
5. Mise en place, en vertu d'une décision du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et dans le cadre de la présence internationale civile, d'une administration intérimaire pour le Kosovo permettant à la population du Kosovo de jouir d'une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de Yougoslavie. L'administration intérimaire sera chargée d'assurer l'administration transitoire tout en organisant et en supervisant la mise en place d'institutions d'auto-administration démocratiques provisoires propres à garantir des conditions permettant à tous les habitants du Kosovo de vivre en paix dans des conditions normales.
6. Après le retrait, un effectif convenu de personnel yougoslave et serbe sera autorisé à revenir afin d'accomplir les tâches suivantes :
 - Assurer la liaison avec la présence internationale civile et la présence internationale de sécurité;
 - Baliser les champs de mines et déminer;
 - Maintenir une présence dans les lieux du patrimoine serbe;
 - Maintenir une présence aux principaux postes frontière.
7. Retour en toute sécurité et liberté de tous les réfugiés et personnes déplacées sous la supervision du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et libre accès des organismes d'aide humanitaire au Kosovo.

8. Un processus politique en vue de l'établissement d'un accord-cadre politique intérimaire prévoyant pour le Kosovo une autonomie substantielle, qui tienne pleinement compte des Accords de Rambouillet et du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie et des autres pays de la région, et la démilitarisation de l'ALK. Les négociations entre les parties en vue d'un règlement ne devraient pas retarder ni perturber la mise en place d'institutions d'auto-administration démocratiques.

9. Une approche globale du développement économique et de la stabilisation de la région en crise. Il s'agira notamment de mettre en oeuvre un pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est avec une large participation internationale en vue de favoriser la démocratie, la prospérité économique, la stabilité et la coopération régionale.

10. La suspension des opérations militaires impliquera l'acceptation des principes énoncés ci-dessus ainsi que des autres conditions, déjà recensées, qui sont rappelées dans la note de bas de page ci-dessous 1. Un accord militaire-technique sera alors rapidement conclu, en vue notamment de définir des modalités supplémentaires, y compris les rôles et fonctions du personnel yougoslave/serbe au Kosovo.

Retrait

Procédures concernant les retraits, y compris un calendrier détaillé et échelonné et la délimitation d'une zone tampon en Serbie au-delà de laquelle les forces se retireront;

Retour du personnel

- Équipement du personnel autorisé à revenir;
- Mandat définissant les responsabilités fonctionnelles de ce personnel;
- Calendrier concernant le retour de ce personnel;

1 Autres éléments requis :

- Un calendrier serré et précis de retrait, c'est-à-dire par exemple sept jours pour un retrait total et 48 heures pour un retrait des armements de défense antiaérienne au-delà d'une zone de sécurité mutuelle de 25 kilomètres;
- Le retour du personnel chargé d'accomplir les quatre tâches susmentionnées s'effectuera sous la supervision de la présence internationale de sécurité et sera limité à un petit nombre de personnes convenu d'avance (des centaines, pas des milliers);
- La suspension de l'activité militaire interviendra après le début de retraits vérifiables;
- La négociation et la conclusion d'un accord militaire-technique n'entraîneront aucune prorogation des délais préalablement fixés pour l'achèvement des retraits.
- Délimitation des zones géographiques dans lesquelles le personnel est autorisé à opérer;
- Règles régissant les relations de ce personnel avec la présence internationale de sécurité et la présence internationale civile.

FICHE DE PRESENTATION

- 1) Mémoire intitulé « la Russie dans la crise yougoslave depuis les accords de Dayton jusqu'à la chute de Slobodan Milosevic» EMEAR__S0204.DOC
- 2) CDT (Air) MEAR Serge
- 3) 02 avril 2001
- 4) Collège Interarmées de Défense, Division A, Groupe A-5
- 5) Mémoire de géopolitique présenté dans le cadre de l'étude dirigée « La Russie et ses espaces de sécurité », directeur M. Jean-Christophe Romer
- 6) Résumé : Depuis les accords de Dayton en décembre 1995, le conflit yougoslave a revêtu une importance primordiale pour la Russie. Cependant, la Russie n'a pas tenu le rôle de grande puissance qui était naguère le sien, et auquel tout le monde s'attendait. Auparavant influente dans cette région, la Russie a ressenti comme une nouvelle humiliation le fait que les pays de l'OTAN et plus particulièrement les Etats-Unis la marginalisent lors du règlement de la crise en ex-Yougoslavie et surtout au Kosovo.

Cette crise, inimaginable à l'époque du pacte de Varsovie est aussi pour les russes, le miroir de l'éclatement de l'Union soviétique. Les similitudes sont en effet flagrantes entre les événements qui se déroulent en ex-Yougoslavie et ceux qui se sont déroulés à une autre échelle en Russie.
- 7) LA RUSSIE, LE KOSOVO, LES BALKANS, L'OTAN, LA SERBIE, FORCE ALLIEE